Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1974)**

Heft 294

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
N° 294 14 novembre 1974
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974 : 8 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

294

Domaine public

Nouvelles frontières pour la gauche

La démocratie, telle que la décrivent les théoriciens, doit permettre à chaque citoyen de faire valoir en toute connaissance de cause son point de vue sur les choses de l'Etat. Dans l'optique libérale, le citoyen-électeur pèse sur les décisions politiques, tout comme le consommateur rationnel détermine finalement la production par les choix qu'il opère sur le marché. Voilà pour l'idéal.

La réalité est fort différente ; de nombreuses études empiriques ont montré que tous les citoyens ne sont pas également concernés et ne participent pas de la même manière à la vie politique. Les spécialistes parlent de « stratification politique » : les individus perçoivent leur rôle politique et expriment leurs demandes de manière différenciée.

La Suisse, « démocratie-témoin », ne fait pas exception à la règle. C'est ce que révèle une analyse des données obtenues par un sondage d'opinion effectué au printemps 1972 (voir notre dossier en pp. 2 à 6). Seuls 20 % des citoyens ont un sentiment élevé d'efficacité politique ; ce chiffre permet déjà de mieux cerner la consistance de ce que la théorie démocratique, mais aussi le langage courant appelle le « souverain ».

Cette enquête, en élargissant délibérément le champ des pratiques politiques à des actions différentes (grèves, manifestations, actes de désobéissance) de celles proposée dans la démocratie classique, nous montre que l'insertion des citoyens dans la vie politique ne se résume pas simplement à la participation électorale et à l'abstention ; entre ces deux extrêmes, mais aussi en-dehors de la perspective électorale, il existe toute une série d'engagements possibles, même en Suisse.

Depuis bientôt 60 ans la représentation parlementaire de la gauche n'a que peu varié ; actuellement elle subit même un lent effrittement. On peut faire la même constatation pour les effectifs syndicaux. Les initiatives lancées par la gauche ont constamment échoué ; elles n'ont même pas attiré aux urnes une proportion de citoyens comparable à celle que les mouvements xénophobes ont fait se déplacer. Ce langage, celui que la démocratie libérale a privilégié, a perdu de sa crédibilité, surtout auprès des gens, même s'ils ne participent pas ou peu, qui se sentent proches de la gauche. Sur le terrain institutionnel cette dernière part donc avec un lourd handicap qu'elle ne rattrapera jamais à coup de campagnes électorales.

Mais cette faiblesse peut être aussi une force. Il ne s'agit pas pour les organisations de la gauche de renoncer aux canaux d'expression prévus par la constitution; elles les ont simplement trop priviligiés; il s'agit de les compléter. D'être attentifs aux revendications et aux besoins qui s'expriment à travers une association de locataires, un groupe de quartier, un mouvement écologiste, dans une usine ou dans une région.

La représentation parlementaire comme l'organisation syndicale ne sont que des relais de ces multiples actions qui se développent ou qui sont prêtes à naître. Les organisations de la gauche doivent les appuyer de tous leurs moyens et non pas les considérer de haut comme des manifestations marginales et sans lendemain. Il en va de leur crédibilité.

DANS CE NUMÈRO

Pp. 2-6 : Dossier de l'éditorial : Portrait du Suisse dans son comportement politique : en deux électeurs sur cinq, un « activiste » qui s'ignore (1. Puis-je faire quelque chose sur le plan politique; 2. Quand et pourquoi passer dans l'isoloir ? 3. S'engager ?); p. 6 : La semaine dans les kiosques alémaniques; p. 7 : Le carnet de Jeanlouis Cornuz; p. 8 : Valentin qui pleure, James qui rit — Université polyvalente en RFA.